12-ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Au 31 décembre 2010, la **masse monétaire** M3 s'élevait à 517 milliards de FCFP. En hausse de 220 milliards par rapport à 2005, elle s'est accrue à un rythme annuel moyen de 11,7%.

L'agrégat M1 représente la moitié de la composition de la masse monétaire, en hausse depuis 2005 (+65%) avec une augmentation plus marquée pour les dépôts à vue que la circulation fiduciaire. Également en hausse au cours de la même période, l'agrégat M2-M1 (+47%) est tiré par les comptes sur livrets. Enfin, l'agrégat M3-M2, essentiellement constitué de dépôts à termes, a plus que doublé sur cette période. L'épargne contractuelle (P1), apparue en 2002 avec la mise en place des plans d'épargne logement (PEL), avait bien progressé jusqu'en 2006. Elle décroît depuis (-33% entre 2006 et 2010), conséquence de l'arrivée à échéance des premiers PEL ouverts sur le territoire.

Outre les agrégats de la masse monétaire et ses **contreparties**, l'analyse de la situation monétaire de la Nouvelle-Calédonie peut porter sur les dépôts et les crédits enregistrés par les **établissements de crédit** ainsi que l'OPT. L'activité des établissements de crédit intervenant sur le territoire est restée dynamique en 2010. Ainsi, la collecte des actifs financiers s'affichait à 620 milliards de FCFP dont 51% détenus par les ménages, 34% par les entreprises et 15% par les autres agents. Le rythme de croissance de ces actifs est soutenu ces dernières années, avec un taux annuel moyen de 10,7% entre 2002 et 2010.

Les **concours de caractère bancaire** octroyés aux différents agents économiques s'élevaient à 846 milliards de FCFP en 2010. Depuis 2007, les entreprises sont devenues les premiers débiteurs des établissements de crédits, devant les ménages. Les crédits accordés aux entreprises augmentent depuis 2002 à un rythme annuel moyen de 13%. Cette progression résulte des hausses spectaculaires des crédits d'équipement, qui représentent 50% des crédits des entreprises en 2010, et des crédits à la construction.

Depuis 2002, les crédits accordés aux ménages ont progressé moins vite que ceux aux entreprises (+9,7% en moyenne par an). Les crédits à l'habitat représentent 80% des concours bancaires octroyés aux ménages et enregistrent une croissance annuelle moyenne de 10,8% entre 2002 et 2010.

La parité du FCFP est fixe avec l'euro et dépend pour les autres monnaies des variations de l'euro avec ces devises.

► **Masse monétaire.** Elle est répartie en agrégats monétaires selon leurs caractéristiques, en particulier en fonction de leur liquidité :

- M1 englobe les moyens de paiement immédiatement disponibles (circulation fiduciaire et dépôts à vue mobilisables par chèque).
- M2 comprend, en plus de M1, les placements à vue rémunérés non mobilisables par chèque (livrets bancaires ordinaires, livrets "A" et "B" de la Caisse d'Épargne, livrets de la Caisse Nationale d'Épargne, Comptes d'Épargne-Logement).
- M3 inclut, outre M2, les placements à terme non négociables (dépôts à terme, bons de caisse, bons d'épargne) et les placements à court terme négociables (certificats de dépôt).

► **Épargne-logement.** L'épargne-logement est un placement sur livret produisant un intérêt et qui permet d'obtenir un prêt immobilier à un taux privilégié. Ces produits d'épargne ont été mis en place en Nouvelle-Calédonie en 2002.

► **Contreparties** (monétaires). La création monétaire opérée par les banques ne se fait pas sans contreparties. Elle n'est possible que parce que les émetteurs de monnaie ont acquis un certain nombre d'actifs soit auprès d'agents économiques locaux, soit auprès d'agents économiques étrangers. Elles permettent de savoir quels agents économiques ont contribué à la formation de la masse monétaire.

► **Établissements de crédit.** Voir 22.3.

► **Concours de caractère bancaire.** Les concours de caractère bancaire ou passifs financiers constituent l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédits et assimilés situés en Nouvelle-Calédonie (zone d'émission) et hors de Nouvelle-Calédonie (hors zone d'émission).

SOURCES [1] IEOM. [2] AFBNC.

VOIR AUSSI

www.ieom.fr